

# Le haut débit brime la compétitivité

• Dans 2 ans, 80% des clients mobiles auront un smartphone

• Encore des marchés à prendre dans la fibre

«**L**A compétitivité des entreprises passe par les infrastructures télécoms, le haut débit, la data, les solutions innovantes», soutient Yves Gauthier, DG d'Orange Maroc. Au-delà de l'entreprise, la compétitivité d'une économie, voire d'un pays à l'international, dépend désormais de son capital humain, de ses infrastructures en nouvelles technologies et télécoms ou encore de son écosystème d'intelligence artificielle. Ce sont là les nouveaux paramètres de compétitivité dans une économie mondiale marquée par l'accélération des progrès technologiques, la digitalisation tous azimuts et l'intelligence artificielle.

Le Maroc a tout intérêt à négocier un nouveau virage en s'appropriant les nouveaux facteurs de compétitivité. Autrement dit, il va falloir enclencher des politiques et stratégies disruptives, des ruptures ou encore un changement de paradigmes. En clair, opérer un changement de Mindset. Une responsabilité partagée entre l'Etat et le secteur privé. Le Maroc a été un modèle régional en termes de libéralisation et régulation des télécoms, aujourd'hui il accuse du retard sur le très haut débit, l'arrivée de nouveaux investisseurs sur le marché de l'Internet...

Jusque-là, la compétitivité est brimée par le haut débit fixe qui reste sous-dimensionné. «Autant le haut débit mobile est bon, autant le haut débit fixe est sous-dimensionné. Le Maroc doit développer beaucoup plus la fibre. Et c'est là où le

Maroc pêche en termes de très haut débit. Le marché manque considérablement de développement dans la fibre optique», constate Yves Gauthier. Sur le haut débit l'agriculture... Il y a aussi de la digitalisation interne (intra-entreprise), la numérisation, la data, le télétravail... «Ce qui accélère le rythme du travail, le volume

## Les frères Dalton...

**S**ELON Yves Gauthier, DG d'Orange Maroc, «sur le haut débit mobile, la concurrence est réelle. La position de IAM n'est pas gênante. En revanche, sur le haut débit fixe, l'opérateur historique devra ouvrir rapidement». Sur le partage d'infrastructures, Gauthier se veut ironique sur la situation actuelle et compare les 3 opérateurs aux «frères Dalton» en ce sens que «chacun creuse son trou dans une prison». Cette métaphore amusante renvoie aux infrastructures menées par les opérateurs pour déployer le réseau. Chacun creuse de son côté, installe des pylônes à part... Ce qui génère des redondances inutiles. «Il n'y a pas de développement économique sans interconnexion dans la fibre». C'est dire que les instances réglementaires doivent faire des arbitrages. Il en va de la compétitivité du pays. □

fixe, «il y a encore un monopôle. Mais qui dit monopôle, dit des parts de marché à prendre», relève le DG de la filiale marocaine du groupe français Orange. Et d'ajouter: «Sur la fibre, il y a des marchés à prendre, puisque tout est à faire». C'était lors d'un panel de la 2e Université d'été de la CGEM, autour du thème: «Facteurs de compétitivité, quelle disruption».

«La société devient digitale aujourd'hui. 70% des clients mobiles ont des smartphones. Ils seront 80% dans deux ans», annonce Gauthier. Qu'on le veuille ou non, le mode de vie devient digital avec des applications partout, le GPS, l'Internet des objets ou encore la relation et l'expérience client de plus en plus digitalisées. C'est déjà le cas chez de nombreuses entreprises et activités, banques, monétique, transfert d'argent, services, opérateurs télécoms, automobile... C'est avéré, les télécoms sont un accélérateur de productivité dans l'éducation, la santé, l'industrie, le tourisme,

et les flux des données traitées ainsi que la prise de décision», fait valoir Gauthier. Dans le secteur des télécoms, les cycles sont de plus en plus courts. Du coup, la réactivité doit être instantanée dans la

prise de décision, le lancement de solutions/produits, l'analyse des informations et la veille concurrentielle. Tout l'enjeu est d'accélérer l'accès au digital. Autrement dit, mettre à la portée de tous des applications, des solutions, des formations, le réseau... Tout un écosystème est en train de s'installer. Aujourd'hui, les opérateurs télécoms mettent le forcing sur le digital car il apporte de nouveaux services, business et revenus au marché. Tout le défi est là! Le challenge consiste à opérer des ruptures qui créent des bénéfices, de la valeur ajoutée et de nouvelles opportunités pour être au diapason avec la compétitivité internationale. Car la notion de frontières disparaît avec le digital. Selon des études: «85% des emplois de 2030 n'existent pas encore aujourd'hui». Certes, le digital va tuer des emplois mais il va aussi en créer d'autres par milliers. □

Amin RBOUB



# Télécoms: Les fausses notes du secteur

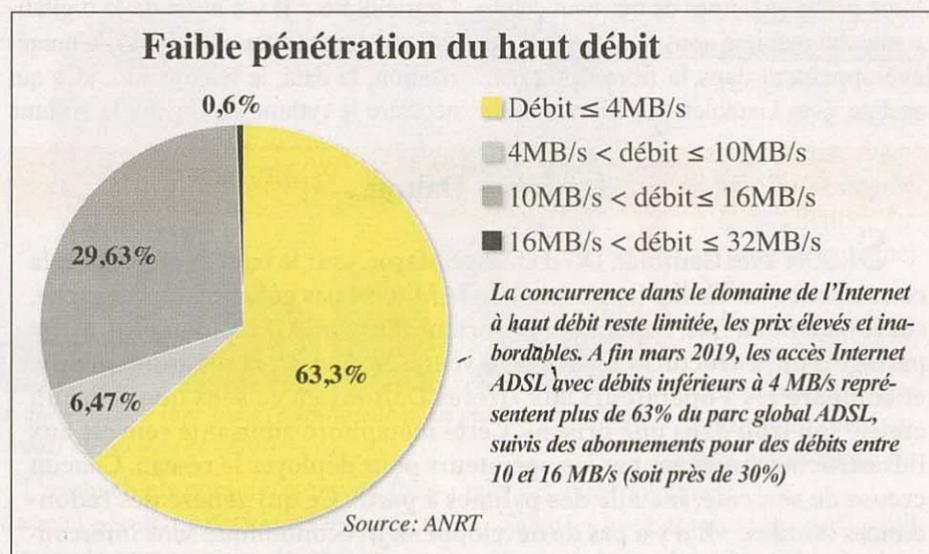


• Moins de 20% des PME connectées au haut débit

• L'Internet fixe ne représente que 6% du parc d'abonnés

• Hausse du revenu moyen mensuel des opérateurs

«L'AMÉLIORATION de l'accès au haut débit, en particulier le haut débit fixe, est le principal défi que doit relever le Maroc pour accroître sa productivité, progresser dans les chaînes de valeur mondiales et développer une économie numérique axée sur l'innovation», analyse la SFI dans son rapport de juin 2019. Selon l'analyse des marchés télécoms, établie par l'ANRT au premier trimestre, le parc internet a atteint 23,1 millions d'abonnés, à fin mars, por-



tant le taux de pénétration de l'Internet à 65,58%. Mais l'analyse révèle que 93,2% du parc est constitué d'utilisateurs de l'Internet mobile. Ce parc totalise plus de 21,53 millions d'abonnés. Les connectés via l'ADSL ne représentent qu'environ 6%. Dans cette population, les accès

ADSL avec des débits inférieurs ou égaux à 4MB/s représentent 63,3% du parc global Internet ADSL qui a atteint 1,44 million d'abonnés à fin mars 2019. Pour la filiale de la Banque mondiale, la forte dépendance à l'égard du réseau mobile nuit à l'expansion de l'Internet haut débit et à l'adoption du numérique. «L'accès à Internet est l'un des leviers qui permettra à nos PME/PMI d'être plus compétitives. Or, actuellement, moins de 20% sont connectés au haut débit. Ce qui n'est pas normal», révèle Saloua Karkri-Belkeziz, présidente de l'Apebi, PDG de GFI Maroc, lors du premier panel de la 2e édition de l'Université d'été de la CGEM. L'absence de concurrence, une réglementation incomplète et inefficace, ainsi que le sous-investissement dans l'accès au haut débit par fibre optique et les infrastructures de liaison terrestre ont généré des services Internet haut débit onéreux.

Le revenu moyen mensuel des opérateurs a atteint 31 DH HT/mois/client à fin mars 2019. Un an plus tôt, cet indicateur était à 27 DH HT/mois/client. Il est progressivement passé à 28,2 DH à fin juin 2018, 29 DH à fin décembre 2018 avant de monter à 31 DH en mars

dernier. Le marché du haut débit est également limité aux principaux centres urbains et routes du pays, ce qui accentue la fracture numérique. La pénétration du haut débit au Maroc est parmi les plus faibles de la région Mena. Le Maroc arrive loin derrière plusieurs pays émergents comparables.

Pour la Société financière internationale (SFI), la levée des obstacles juridiques et réglementaires à un marché du haut débit plus compétitif est une condition sine qua non pour que le Maroc puisse tirer parti des possibilités d'une économie numérique moderne qui devient de plus en plus centrale dans des secteurs-clés de l'économie tels que l'agriculture, l'industrie. Pareil pour une administration publique moderne. Le secteur souffre d'un manque de concurrence, d'une réglementation incomplète et inefficace et d'un manque d'investissements dans les infrastructures fixes. S'y ajoute l'optimisation de l'utilisation des infrastructures numériques existantes appartenant aux entreprises publiques par le partage qui se fait toujours attendre. Toutes ces insuffisances reflètent à la fois le manque d'intérêt et le fait que les politiques de dégroupage de la boucle locale de cuivre, implémentées par l'Agence nationale de régulation des télécommunications (ANRT) depuis plus de dix ans, n'ont pas été mises en œuvre. De plus, contrairement à la situation dans d'autres économies émergentes, le Maroc n'a pas autorisé ou accordé de licences aux fournisseurs d'accès Internet pour déployer leur infrastructure, limitant ainsi le nombre de concurrents fournissant des services Internet aux trois opérateurs. La concurrence dans le domaine de l'Internet à haut débit reste donc limitée et les prix sont élevés et inabornables pour une part importante de la population. □

M.Ko.

## Les effets induits

LE haut débit sera la principale source de développement potentiel dans les secteurs des télécommunications et des TIC dans les années à venir. Lorsque le haut débit est plus largement disponible, la productivité du travail augmente dans les services et l'industrie.

Des secteurs entiers qui sont stratégiquement essentiels à l'économie marocaine, comme l'agriculture et les industries automobile et aéronautique, sont, et continueront d'être, profondément affectés par l'utilisation des TIC dans

leurs processus de fabrication. Dans les secteurs de l'éducation et de la santé, le haut débit pourrait jouer un rôle déterminant dans l'amélioration de la qualité des services. De même, le développement de l'économie numérique contribuerait à une administration publique moderne en introduisant des services publics numériques accessibles à tous, réduisant la complexité des procédures administratives, ainsi que la corruption, les deux principaux obstacles au développement des entreprises. □